



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. : DiPP/Bicpe -BD

**Arrêté préfectoral accordant à la société CETA  
l'autorisation de poursuivre l'exploitation de son site à  
ARMENTIERES, 38 rue Colbert**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu les dispositions du code de l'environnement et notamment ses articles L.512-1 et R.512-28 ;

Vu la demande présentée le 10 septembre 2007 par la société CETA dont le siège social est situé 38 rue Colbert à ARMENTIERES en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation de ses activités de fabrication de films d'emballage en plastique à la même adresse ;

Vu l'étude d'impact et les pièces du dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu l'avis de recevabilité émis en date du 27 septembre 2007 par Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Nord-Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 novembre 2007 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 17 décembre 2007 au 17 janvier 2008 inclus ;

Vu le procès-verbal d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 11 février 2008 ;

Vu l'avis du conseil municipal d'ARMENTIERES en date du 14 décembre 2007 ;

Vu l'avis de Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du Nord en date du 7 août 2009 ;

Vu l'avis de Monsieur le chef du service départemental des services d'incendie et de secours en date du 4 janvier 2008 ;

Vu l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 3 décembre 2007 ;

Vu l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement Nord-Pas-de-Calais parvenu en préfecture du Nord en date du 8 janvier 2008 ;

Vu l'avis de Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 7 janvier 2008 ;

Vu l'avis de Monsieur le directeur régional de la navigation du Nord-Pas-de-Calais en date du 11 janvier 2007 ;

Vu l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement en date du 14 décembre 2007 ;

Vu le rapport et les conclusions en date de 19 avril 2011 du Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nord-Pas-de-Calais ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 17 mai 2011 ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRETE**

### **TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES**

#### **CHAPITRE 1.1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société CETA dont le siège social est situé à ARMENTIERES, 38 rue Colbert est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent aux installations relevant du régime de la déclaration mentionnées à l'article 1.2.1.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

#### **CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS**

##### **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

N° de la rubrique	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement* A/D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
2450.2.a	<b>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique</b> sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 200 kg/j.	3 imprimeuses par flexographie.  Quantité d'encre utilisée par jour : <b>589 kg.</b>	A	2

N° de la rubrique	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement* A/D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
1432.2.b	<b>Stockage de liquides inflammables</b> , la capacité totale équivalente étant comprise entre 10 et 100 m <sup>3</sup> .	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 9,6 m<sup>3</sup> de solvants dans le conteneur DENIOS;</li> <li>- 42,8 m<sup>3</sup> d'encre dans l'atelier maintenance / stockage</li> </ul> <p><b>Capacité totale équivalente = 52,4 m<sup>3</sup></b></p>	DC	/
2661.1.b	<b>Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</b> par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 extrudeuses : 9,2 t/j;</li> <li>- 1 regranuleuse: 0,4t/j.</li> </ul> <p><b>Capacité totale = 9,6 t/j.</b></p>	D	/
2662.b	<b>Stockage de polymères</b> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage en cours: 615 m<sup>3</sup> de granulés depolyéthylène;</li> <li>- Atelier d'extrusion: 3m<sup>3</sup> de sacs d'adjuvants et de colorants.</li> </ul> <p><b>Volume total stocké : 618 m<sup>3</sup></b></p>	D	/
1530	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Stock de mandrins en carton dans l'atelier maintenance: <b>284 m<sup>3</sup>.</b>	NC	/
1532	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m <sup>3</sup> .	Atelier de stockage et cour: 176 m3 de palettes de bois.	NC	/
2564	<b>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.)</b> par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume des cuves de traitement étant inférieur à 200L.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 laveuse munie d'un réservoir de 27L;</li> <li>- 1 laveuse NORMECANICA, munie d'un réservoir de 31 litres.</li> </ul> <p>Les 2 laveuses sont fermées en phase de traitement. Le volume total des cuves est de <b>58 litres.</b></p>	NC	/

N° de la rubrique	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement* A/D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
2663.2	<b>Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères</b> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), <b>pour les cas autres</b> qu'à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.. et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m <sup>3</sup> .	Atelier de stockage: 517m <sup>3</sup> de bobines de polyéthylène et de polypropylène.  Volume maximal stocké : 517 m <sup>2</sup>	NC	/
2910	<b>Installation de combustion</b> , la puissance thermique étant inférieure à 2 MW.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 chaudières gaz naturel, de puissance unitaire de 0,403MW ;</li> <li>- 1 brûleur gaz de 0,325 MW ;</li> <li>- 1 brûleur gaz de 0,35MW ;</li> <li>- 1 brûleur gaz de 0,35MW.</li> </ul> soit un total de <b>1,831 MW</b>	NC	/
2925	<b>Atelier de charge d'accumulateurs</b> , la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW.	4 chargeurs d'une puissance totale de 1,95kW.	NC	/
1412	<b>Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés</b> à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature. Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6t.	maximum 20 bouteilles de propane de 15kg stockées dans la cour. quantité totale maximum : 0,3t.	NC	/

\* A (autorisation), D (déclaration), NC (non classé)

#### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les commune et parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
ARMENTIERES	265 et 221 section CL

### **ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES**

L'établissement est organisé selon les ateliers suivants :

- un atelier d'impression;
- un atelier de maintenance comprenant un stockage d'encre et un stockage de bobines;
- une zone de stockage de bobines;
- une zone atelier d'extrusion
- une cour avec une armoire dédiée au stockage des solvants et des déchets en bennes.

L'annexe 1 reprend la localisation des différentes zones.

## **CHAPITRE 1.3 - CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 - DUREE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **CHAPITRE 1.5 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE**

### **ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.5.2. MISE A JOUR DE L'ETUDE DE DANGERS**

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNES**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

### **ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITE**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et suivants du Code de l'Environnement.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon la procédure mentionnée au 1er alinéa du présent article.

## CHAPITRE 1.6 - ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/05/93	Arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

## **CHAPITRE 1.7 - RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

#### **ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané ou prolongé de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2.1.3. SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS**

L'exploitation des différentes installations doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne (ou plusieurs) nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans les installations.

### **CHAPITRE 2.2 - RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### **CHAPITRE 2.3 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

#### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

#### **ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

### **CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.



## **CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets réels ou potentiels sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 - RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ses compléments ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- un registre indiquant la nature et les quantités des produits dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification et à l'étiquetage des substances) stockés, auquel est annexé un plan général des stockages ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ;
- en cas de pollution des sols, un compte rendu reprenant les circonstances de la pollution, la nature de la pollution (caractéristiques qualitatives et quantitatives des polluants) et les actions mises en œuvre pour limiter les conséquences de la pollution.

Ces documents peuvent être informatisés, mais, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. L'archivage de ces documents au-delà des cinq ans doit être cependant assuré afin d'assurer la pérennité de l'information relative à l'historique du site dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif des installations.

## CHAPITRE 2.7 - RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

Article	Contrôle à effectuer / document à transmettre	Périodicité du contrôle / échéance de transmission
3.2.3, 3.2.4, 3.2.5, 3.2.6, 3.2.7 et 9.2.1	Analyse sur le respect des valeurs limites d'émissions atmosphériques fixées par le présent arrêté, plan de gestion des solvants, schéma de maîtrise des émissions	Annuel, au 1er avril de l'année N+1
4.3.6 et 9.2.3	Contrôle des eaux pluviales	Annuel, au 1er avril de l'année N+1
6.2.3 et 9.2.5.1	Contrôle des niveaux sonores	Sous 3 mois puis quinquennal
7.8	Études complémentaires dans le cadre de l'étude de dangers et la maîtrise des risques	Sous 4 mois
9.1.4	Autosurveillance des déchets	Annuelle
9.4.1 et 9.4.2	Bilan environnement annuel et rapport annuel	Annuel, au 1er avril de l'année N+1

---

## **TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés lors de ces essais sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### **ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### **ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOIS DE POUSSIÈRES**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

## **CHAPITRE 3.2 - CONDITIONS DE REJET**

### **ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

### ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance le cas échéant	Combustible le cas échéant
1	Chaudière	0.403 MW	Gaz Naturel
2	Normecanica groupe	0.325 MW	Gaz Naturel
3	Normecanica tunnel		
4	Comexi 1	0.350 MW	Gaz Naturel
5	Comexi 2	0.350 MW	Gaz Naturel
6	Traitement Corona	/	/
7	Extrudeuse 1200	/	/
8	Extrudeuse 1400	/	/
9	Extrudeuse 1600	/	/
10	Coextrudeuse	/	/

Les différents points de rejets sont localisés en annexe 2 du présent arrêté.

### ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GENERALES DE REJET

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal maximal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
1	7	0.45	1061	2.6
2	7	0.15	2547	6.68
3	7	0.15	1439	6.30
4	7	0.5	16548	7.95
5	7	0.5	16548	7.95
6	7	0.1	/	/
7	7	0.15	575	23
8	7	0.15	615	24.2
9	7	0.15	/	/
10	7	0.15	/	/

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES CANALISES

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes:

- Poussières totales: 100mg/m<sup>3</sup> (pour un flux horaire inférieur à ou égal à 2kg/h);
- composés organiques volatils (COV) à l'exclusion du méthane pour toute activité hors impression : 110mg/m<sup>3</sup>;
- COV non méthanique pour l'impression : 75mg/Nm<sup>3</sup> exprimés en carbone total ;
- COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998: 20mg/m<sup>3</sup> (valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble des composés) si le flux horaire total de ces composés dépasse 0,1kg/h.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en m<sup>3</sup>/h rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en mg/m<sup>3</sup> ou g/m<sup>3</sup> rapportés aux mêmes conditions.

### **ARTICLE 3.2.5. ÉMISSIONS DIFFUSES**

Le flux annuel des émissions diffuses hors impression ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée.

Le flux annuel des émissions diffuses pour l'impression ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 t par an ou 20% de la quantité de solvants utilisée si la consommation de solvants est supérieure à 25 t par an.

### **ARTICLE 3.2.6. PLAN DE GESTION DES SOLVANTS**

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est mis à jour annuellement (en intégrant le taux de marche des installations) et transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard pour le 1er avril de l'année N+1, avec une information sur les actions réalisées ou prévues pour réduire la consommation / les rejets de solvants. Le document mentionne les coûts et délais associés aux différentes actions ainsi que les résultats quantitatifs attendus. Cette transmission est accompagnée de tout justificatif concernant la consommation de solvant (factures, nom des fournisseurs...). Le document précise les phrases de risque des solvants consommés dans l'année.

Le plan de gestion fait apparaître les ratios des types d'encres utilisées (base aqueuse ou base solvantée) et justifie que les solvants utilisés sur le site ne sont pas à phrase de risque R40, R45, R46, R49, R60, R 61 et R68).

### **ARTICLE 3.2.7. SCHEMA DE MAITRISE DES EMISSIONS (SME)**

Les valeurs limites d'émission relatives aux COV non méthaniques définies à l'article 4.2.5 ci-dessus (à l'exclusion des valeurs limites d'émission pour les COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998) ne sont pas applicables aux installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions (SME) de COV, tel que défini ci-après.

Le SME doit garantir que le flux total d'émission de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.

Le SME est réalisé conformément à la circulaire du 23 décembre 2003 relatif au schéma de maîtrise des émissions de COV non méthaniques. Il est mis à jour annuellement au regard du taux de marche des installations concernées.

Le schéma est établi à partir d'un niveau de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en oeuvre sur l'installation. L'année 2009 est retenue comme niveau de référence. L'émission annuelle cible est de 1kg de COV non méthanique par kg d'extrait sec utilisé sur l'année.

### **ARTICLE 3.2.8. TRANSMISSION DU PLAN DE GESTION ET DU SCHEMA DE MAITRISE DES EMISSIONS**

L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées le plan de gestion de solvant et le schéma de maîtrise des émissions accompagnés de la comparaison entre le flux des émissions de COV<sub>nm</sub> évalué par le plan de gestion de solvant et l'émission annuelle cible définie par le schéma de maîtrise des émissions (inférieure au flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses de ces mêmes activités).

Les documents de l'année N sont transmis au plus tard pour le 1er avril de l'année N+1.

### **ARTICLE 3.2.9. MESURES POUR ATTEINDRE L'EMISSION ANNUELLE CIBLE EN MATIERE DE COV**

70% des encres utilisées sont des encres à base aqueuse.

### **ARTICLE 3.2.10. COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS INTERDITS**

L'utilisation sur site de produits à phrase de risque R40, R45, R46, R49, R60, R 61 et R68 est interdite.

## **CHAPITRE 3.3 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION**

### **ARTICLE 3.3.1. COMBUSTIBLES UTILISES**

Le combustible utilisé est le gaz naturel

### **ARTICLE 3.3.2. HAUTEUR DES CHEMINEES**

Toutes les dispositions sont prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par un nombre aussi réduit que possible de cheminées qui débouchent à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants.

### **ARTICLE 3.3.3. ENTRETIEN DES INSTALLATIONS**

Le réglage et l'entretien de l'installation se font soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations portent également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

L'ensemble des opérations d'entretien, de contrôle périodique et de maintenance des installations de combustion est reporté sur un registre spécifique.

### **ARTICLE 3.3.4. EQUIPEMENT DES CHAUFFERIES**

L'installation et les appareils de combustion qui la composent sont équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

---

## **TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1 - PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau d'eau public de la ville d'ARMENTIERES.

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 270 m<sup>3</sup>/an.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

#### **ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT D'EAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

#### **ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

L'exploitant procède au contrôle du bon fonctionnement de ces dispositifs au moins annuellement et consigne dans un registre la date du contrôle, la nature et le résultat du contrôle, ainsi que, le cas échéant, les interventions de maintenance réalisées.

### **CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### **ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).



### **ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

### **ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### **Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques**

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

#### **Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

## **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Effluent n°1 : les eaux pluviales de toiture et de voiries, susceptibles ou non d'être polluées à l'exclusion des eaux pluviales polluées en situation incidentelle/accidentelle;
- Effluent n°2 : les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux sanitaires;
- Effluents n°3: les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les éventuelles eaux pluviales.

L'eau n'est pas utilisée dans le process industriel. Il n'y a pas de rejets industriels.

### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### ARTICLE 4.3.3. CONDITIONS DE REJETS

Les exutoires des différents types d'effluents sont les suivants:

- les eaux domestiques sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal unitaire en 3 points de rejet (2 points situés rue Colbert et un point situé rue Sadi Carnot);
- les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal unitaire en deux points de rejet (1 point situé rue Colbert et un point situé rue Sadi Carnot).

L'exutoire final du réseau d'assainissement communal urbain est la station d'épuration de Ploegsteert-Comines.

L'exploitant dispose d'une autorisation de raccordement au réseau communal pour ses rejets en eaux pluviales et en eaux domestiques. Les eaux domestiques sont évacuées conformément au règlement en vigueur.

L'exploitant est en mesure de contenir sur son site les eaux polluées (y compris les eaux pluviales) en cas d'accident / incendie par des dispositifs d'isolement des réseaux et/ou des bassins de rétention spécifiques. Ces eaux polluées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées pour les eaux pluviales (effluent N°1) par le présent arrêté.

Dans la situation où la collectivité met en place un réseau d'assainissement de type séparatif, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et lui transmet un échancier pour la mise en conformité de son réseau avec le réseau de la collectivité. L'exploitant examinera dans ce cadre la mise en place d'un dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et un bassin de tamponnement en cas d'orage.

### ARTICLE 4.3.4. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

#### *Article 4.3.4.1. Conception*

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

#### *Article 4.3.4.2. Aménagement*

##### *Aménagement des points de prélèvements*

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### ARTICLE 4.3.5. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

De plus, ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.

#### ARTICLE 4.3.6. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES (EFFLUENT N°1)

Les eaux pluviales sont celles collectées sur une superficie de 5310 m<sup>2</sup> correspondant aux toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)
MES	100mg/L si le flux journalier maximal n'excède pas 15kg/j, 35mg/L au delà
DCO (sur effluent non décanté)	300mg/L si le flux journalier maximal n'excède pas 100kg/j, 125mg/L au-delà.
DBO <sub>5</sub> (sur effluent non décanté)	100 mg/L si le flux journalier maximal n'excède pas 30kg/j, 30mg/L au-delà.
HCT	5 mg/L
Métaux Totaux	5 mg/L

L'exploitant établit sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté une caractérisation de ses rejets en eaux pluviales visant à déterminer, pour chaque paramètre mentionné dans le tableau ci-dessus, les flux journaliers et les concentrations.

En cas de dépassement des valeurs limites d'émission fixées, l'exploitant met en œuvre les mesures adaptées pour respecter les valeurs autorisées.

Les résultats de la campagne de caractérisation des eaux pluviales sont transmis à l'inspection des installations classées sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté (puis annuellement) avec le cas échéant, une présentation des mesures de mise en conformité et l'échéancier associé.

## TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les cheminées sont équipées de silencieux pour réduire les effets de la soufflerie.

#### ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

Le chargement et le déchargement des poids lourds doit se faire moteur à l'arrêt.

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limite de bruit maximale autorisée en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Dans tous les cas, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1. dans les zones à émergence réglementée.

### **ARTICLE 6.2.3. CONTROLE DES NIVEAUX SONORES**

L'exploitant fait réaliser à ses frais, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans, une campagne de mesures des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié permettant de vérifier que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et du présent arrêté sont vérifiées. Les mesures sont réalisées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les mesures de bruit en limite de propriétés doivent au minimum être réalisées sur chaque segment constitutif des limites de propriété.

En cas de dépassement des valeurs autorisées, l'exploitant identifie les causes des non-conformités et met en œuvre des solutions. Lorsque la mise en œuvre de solutions n'est pas immédiate, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude présentant les solutions techniques envisageables et leur coût, accompagnée d'un échéancier de réalisation. Une nouvelle campagne de mesure est ensuite réalisée sous un an, afin de vérifier l'efficacité de la solution mise en œuvre et le respect des valeurs limites autorisées.

Les résultats de la campagne de mesure, commentés si nécessaire et en particulier dès lors qu'ils révèlent une non-conformité, sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception.

Par ailleurs, à la demande de l'inspection des installations classées, des contrôles complémentaires peuvent être réalisés par un organisme qualifié et aux frais de l'exploitant.

---

## **TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **CHAPITRE 7.1 - PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **CHAPITRE 7.2 - CARACTERISATION DES RISQUES**

#### **ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Un plan général des stockages est annexé à cet inventaire.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

#### **ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Les zones de stockage de produits combustibles sont identifiées conformément aux dispositions retenues dans l'étude de dangers. Ces zones sont matérialisées au sol. Une consigne définit les zones autorisées pour le stockage des différents matières combustibles susceptibles d'être présentes sur le site et les quantités maximales autorisées pour chaque zone.

#### **ARTICLE 7.2.3. INFORMATION PREVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINO EXTERNES**

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptible d'affecter lesdites installations

Il transmet copie de cette information au Préfet, à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

### **CHAPITRE 7.3 - INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT**

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

En dehors des heures d'exploitation, une surveillance vidéo est assurée dans la cour de stockage.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, signalées, balisées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Aucun obstacle (stationnement de véhicules, dépôt de bennes, de palettes, stockage de matières etc.) ne doit gêner l'accès. Les voies en cul-de-sac doivent disposer d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour. Tout stockage remettant en cause l'accessibilité des façades du site situées rue Colbert est interdit.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Les accès à l'établissement doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, la réalisation de sauvetages, l'attaque d'un incendie et la mise en œuvre des moyens nécessaires à la lutte contre les propagations internes au bâtiment et vers les tiers.

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Le site présente :

- ✓ Deux façades accessibles pour la zone d'impression / maintenance ;
- ✓ Une façade accessible pour la zone de stockage de bobines, l'atelier extrusion;
- ✓ Un accès pour les véhicules lourds au 38 rue Colbert ;
- ✓ Un accès piétons (bureaux, impression) au 123 rue Sadi Carnot.

Tout stockage remettant en cause l'accessibilité des façades du site situées côté rue Colbert est interdit. Cette interdiction est rappelée par voie d'affichage.

#### **Article 7.3.1.1. Surveillance du site et contrôle des accès**

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Une surveillance du site est assurée en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

#### **Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies**

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m ;
- rayon intérieur de giration : 11 m ;
- hauteur libre : 3,50 m ;
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

### **ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les différents bâtiments du site doivent être isolés de bâtiments tiers contigus par des murs REI 120. La structure des bâtiments doit être conçue de manière à ce que son effondrement n'affecte pas les bâtiments voisins.

Si la façade non aveugle d'un bâtiment tiers domine la couverture d'un bâtiment de l'usine, la couverture en question doit être réalisée en matériaux de construction au moins REI 30 sur une distance de 4 mètres mesurés horizontalement à partir de cette façade. Dans le cas où un bâtiment du site domine la couverture d'un autre bâtiment, le mur dominant la couverture doit être au moins REI 60 sur 8 mètres de hauteur.

Les sous-sols doivent être isolés par des parois REI 60 et un bloc porte d'accès REI 30 muni d'un ferme-porte. La porte doit s'ouvrir dans le sens de la sortie.

Le stockage dans le sous-sol sous l'atelier maintenance est interdit sauf s'il s'agit de produits non combustibles / non explosibles.

### ARTICLE 7.3.3. COMPORTEMENT AU FEU DES BATIMENTS

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- Murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1h ;
- Couverture constituée de matériaux limitant la propagation d'un incendie ;
- Portes intérieures coupe-feu de degré 1 heures et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture en cas d'incendie. Elles sont au minimum asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs placés en partie supérieure et de part et d'autre de la paroi coupe-feu ;
- Porte donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré 1/2heure ;
- Matériaux de classe MO ;
- Sous-sol isolé par des parois coupe-feu de degré 1heure (EI 60 min) et des blocs portes coupe-feu de degré ½ heure (EI 30 min) munis de ferme porte. L'ouverture de la porte se fait dans le sens de la sortie ;
- R 30 (stabilité au feu de degré une heure).

La structure du bâtiment est conçue de sorte que son effondrement n'affecte pas les bâtiments voisins.

Les produits inflammables sont stockés dans un local aménagé à cet effet. Ce local est isolé par des parois coupe-feu de degré 2 heures (EI 120 min) et un bloc porte coupe-feu de degré 2 heure (EI 60 min) muni d'un ferme porte. Ce local doit être largement ventilé sur l'extérieur.

Les ateliers suivants sont séparés de portes coupe-feu 1 heure et les murs associés disposent d'un degré coupe-feu équivalents :

- atelier impression et atelier maintenance;
- atelier maintenance et cellule de stockage de bobines;
- zone de stockage de bobines et atelier extrusion.

Le plan en annexe 1 reprend la localisation des portes coupe-feu obligatoires.

Les portes coupe-feu peuvent être maintenues ouvertes pendant les heures d'exploitation à condition qu'elles soient asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs placés en partie supérieure et de part et d'autre de la paroi coupe-feu. En dehors des heures d'exploitation, ces portes sont maintenues fermées.

Afin d'éviter la propagation d'un incendie, l'isolement latéral entre le bâtiment recevant les installations et un autre bâtiment contigu est constitué d'une paroi coupe-feu de degré 2 heures. Cette disposition ne porte pas préjudice à l'application de réglementations imposant un degré d'isolement supérieur.

### ARTICLE 7.3.4. DESENFUMAGE

Dans un délai n'excédant pas un an, l'exploitant est en mesure de justifier que les bâtiments répondent aux dispositions prévues par le présent article.

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont regroupées et placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (événements, parois de faibles résistance...).



Par défaut, l'évacuation des fumées et des gaz chauds en cas d'incendie est réalisée par des exutoires représentant au minimum 1% de la superficie mesurée en projection horizontale.

Les locaux où des matières plastiques sont présentes doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanternaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). La surface des exutoire ne doit pas être inférieure à 2% de la surface géométrique de la couverture pour les locaux contenant des matières plastiques.

Les ouvrants disposent d'une commande automatique doublée d'une commande manuelle accessible au sol. Cette commande est groupée et située à proximité des issues. Les exutoires sont isolés sur une distance d'un mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux MO. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les exutoires d'un canton sont manœuvrables à partir d'une commande unique.

Des amenées d'air frais sont implantées à proximité des issues de secours afin de favoriser l'extraction des fumées tout en facilitant l'évacuation.

Les fenêtres et vasistas donnant directement sur l'extérieur peuvent intervenir dans le calcul sous réserve qu'ils soient dans le tiers supérieur du volume manœuvrable pour l'évacuation des fumées et dans le tiers inférieur pour les amenées d'air frais.

#### **Article 7.3.4.1. Mesures alternatives pour le désenfumage / compartimentage**

Les dispositions retenues à l'article 7.3.4 peuvent être remplacées par des dispositions alternatives permettant d'atteindre un niveau au moins équivalent au regard des objectifs fixés dans les articles précités. L'exploitant a recours à une société disposant de l'expertise adaptée qui réalise une étude permettant de démontrer que la solution technique retenue permet de répondre aux objectifs fixés dans le cadre de l'article 8.3.4. L'étude est transmise sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours.

#### **Article 7.3.4.2. Délais**

Les dispositions retenues à l'article 7.3.4 sont applicables dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 7.3.5. ISSUES DE SECOURS**

Toutes les portes donnant sur l'extérieur doivent permettre un sens d'évacuation vers l'extérieur, y compris celles de l'atelier extrusion.

Afin d'assurer une évacuation rapide du personnel en cas d'incendie, les issues de secours sont judicieusement réparties. Seules les portes à vantaux battants sont prises en compte.

Les issues normales et de secours doivent être signalées et balisées. Elles doivent être libres d'accès en permanence.

Les issues de secours sont au minimum celles reportées sur le plan joint en annexe 1.

Les issues de secours sont réparties sur l'ensemble des bâtiments afin d'assurer une évacuation rapide du personnel. Chaque atelier dispose au minimum de deux issues de secours.

L'établissement dispose des dégagements (portes, couloirs, circulations, escaliers, rampes) répartie de manière à permettre une évacuation rapide de tous les occupants dans des conditions de sécurité maximale. Ces dégagements doivent être maintenus libres en permanence. Aucun objet, marchandise ou matériel ne doit faire obstacle à la circulation des personnes ou réduire la largeur des dégagements. Ces dégagements doivent être disposés de manière à éviter les culs-de-sac.

Une signalisation indique le chemin vers la sortie la plus rapprochée.

Les dégagements qui ne servent habituellement pas de passage pendant la période de travail doivent être signalés par la mention « sortie de secours ».

Les bâtiments sont équipés d'un éclairage de sécurité, conforme à la réglementation en vigueur, permettant d'assurer l'évacuation des personnes en cas d'interruption accidentelle de l'éclairage normal.

#### **ARTICLE 7.3.6. INTERDICTION D'ACTIVITES AU-DESSUS DES INSTALLATIONS ET EN SOUS-SOL**

Les installations ne doivent pas être surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne doivent pas être implantées en sous-sol de ces bâtiments.

#### **ARTICLE 7.3.7. VENTILATION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque de formation d'une atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

#### **ARTICLE 7.3.8. PROPRETE**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **ARTICLE 7.3.9. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE**

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, canalisations, supports, stockages) sont reliées à une prise de terre. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

L'exploitant dispose d'un registre sur lequel il reprend toutes les déficiences relevées par l'organisme compétent et les mesures correctives mises en place ou programmées selon une échéance qu'il définit dans le registre. S'il estime que certaines déficiences relevées ne sont pas de nature à compromettre la sécurité des installations, il en informe l'organisme compétent lors du contrôle suivant qui devra se prononcer sur la nécessité ou non de remédier à la déficience.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du bâtiment, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

#### **Article 7.3.9.1. Zones à atmosphère explosible**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

#### **ARTICLE 7.3.10. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

L'exploitant dispose d'une étude réalisée par un organisme compétent permettant d'attester de la conformité des installations à l'arrêté ministériel en vigueur. En cas de non-conformité, les actions correctives sont mises en oeuvre.

### **CHAPITRE 7.4 - GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

#### **ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- L'interdiction de fumer ;
- L'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- L'obligation de permis d'intervention ou permis de feu ;
- Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égoûts...) ;
- Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services de secours.

Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

Sans préjudice des procédures prévues par le code de l'environnement et par le système de gestion de l'entreprise, les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurées en présence d'un encadrement approprié.

Un plan schématique, comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité, est apposé dans les zones accessibles aux équipes d'intervention.

La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

#### **ARTICLE 7.4.2. VERIFICATIONS PERIODIQUES**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de la conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

#### **ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

#### **ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Des exercices périodiques de mise en situation en cas d'accident sont réalisés afin de vérifier la formation suffisante de l'ensemble du personnel aux consignes d'exploitation et de sécurité prévues au 7.4.1 et au maniement des moyens d'intervention en cas de sinistre. Un exercice sur la conduite à tenir en cas d'incendie est réalisé au moins une fois par an. Les compte rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

##### **Article 7.4.5.1. Contenu du permis de travail, de feu**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

#### **ARTICLE 7.4.6. CONDITIONS DE STOCKAGE**

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles/inflammables est limitée à la stricte nécessité de l'exploitation.

Les produits inflammables sont stockés dans un local aménagé à cet effet. Il est isolé par des parois coupe-feu de degré 2 heures et un bloc porte coupe-feu de degré 2 heures muni d'un ferme porte. Ce local est largement ventilé sur l'extérieur.

Le stockage des solvants doit être réalisé à l'abri du soleil.

### **CHAPITRE 7.5 - MESURES DE MAITRISE DES RISQUES**

#### **ARTICLE 7.5.1. LISTE DE MESURES DE MAITRISE DES RISQUES**

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques (au sens de l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation) identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces mesures de maîtrise des risques sont contrôlées périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

#### **ARTICLE 7.5.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDES**

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

### **ARTICLE 7.5.3. GESTION DES ANOMALIES ET DEFAILLANCES DES MESURES DE MAITRISE DES RISQUES**

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur l'année écoulée. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et comprend a minima:

- les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;
- la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.

Cette analyse est intégrée au rapport annuel prévu à l'article 9.4.2.

### **ARTICLE 7.5.4. SURVEILLANCE ET DETECTION DES ZONES POUVANT ETRE A L'ORIGINE DE RISQUES**

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers et aux dispositions prévues à l'article 7.8.2, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. Dès lors que les détecteurs sont mis en place, ils répondent aux dispositions prévues par le présent article.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

L'exploitant dispose d'un plan de l'établissement permettant de localiser les différents types de détecteurs.

#### **Détecteurs incendie :**

Un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant s'assure que les conditions d'exploitation de ses installations, la conception des bâtiments et les conditions d'implantation des détecteurs respectent les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

#### **Détecteurs gaz :**

Dans les bâtiments qui présentent un risque d'explosion, un système de détection automatique gaz conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation des installations, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

L'exploitant établit une liste des bâtiments qui présentent un risque d'explosion.

#### **ARTICLE 7.5.5. UTILITES DESTINEES A L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

### **CHAPITRE 7.6 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **ARTICLE 7.6.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 7.6.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

#### **ARTICLE 7.6.3. RETENTIONS**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (y compris les encres liquides, les diluants, ou les solvants) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La conception de la rétention et les règles de stockage doivent permettre de garantir qu'en cas de fuite, la pression statique du liquide stocké ne générera pas un déversement du produit à l'extérieur de la rétention. Cette précaution inclut les robinets associés aux réservoirs.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### **ARTICLE 7.6.4. RESERVOIRS**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

#### **ARTICLE 7.6.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.6.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 7.6.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.



Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

#### **ARTICLE 7.6.8. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **CHAPITRE 7.7 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **ARTICLE 7.7.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des dangers de son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, et les compléments remis dans le cadre de l'instruction, et sauf disposition contraire prévue par le présent arrêté.

Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) un document présentant l'ensemble du système de lutte contre l'incendie de son établissement (schéma de tous les réseaux, plan des égouts, plan des installations, nature des produits stockés, conditions de stockages, identification des moyens d'intervention, procédures et consignes en cas de situation d'urgence...). Ce document est mis à jour après toute modification de nature à remettre en cause son contenu. Une version actualisée est transmise au service départemental d'incendie et de secours. L'inspection des installations classées reçoit une copie de la lettre d'envoi et du document adressé au service départemental d'incendie et de secours.

Tout changement d'affectation des locaux doit faire l'objet d'une information du SDIS, et de l'inspection des installations classées au titre des articles 1.5.1 et 1.5.2 du présent arrêté.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie peut faire l'objet d'un Plan Etablissements Répertoire établi par le SDIS. A ce titre l'exploitant transmet, à la demande du Service Départemental d'Incendie et de Secours, tous les documents nécessaires à l'établissement de ce plan.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

#### **ARTICLE 7.7.2. GESTION DES ALARMES**

Les détecteurs autonomes de déclenchement des portes coupe-feu sont asservis à la détection incendie (dès que la détection incendie est mise en place) et assurent la fermeture des portes.

Des contrôles périodiques sont réalisés et tracés afin de vérifier le bon état de fonctionnement de la détection incendie.

### **ARTICLE 7.7.3. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels conformément à la réglementation en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition du SDIS et de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7.7.4. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

### **ARTICLE 7.7.5. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une ressource en eau de 300 m<sup>3</sup> utilisables en 2 heures. L'eau peut provenir des poteaux incendie situés à moins de 400 m du site ou d'une réserve d'eau interne au site si le débit des hydrants est insuffisant.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Ces extincteurs doivent être visibles et accessibles en toutes circonstances;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maintien des moyens d'intervention.

### **ARTICLE 7.7.6. CONSIGNES DE SECURITE**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours (18) ;
- l'accueil et le guidage des secours ;
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 7.7.7. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

##### **Article 7.7.7.1. Système d'alerte interne**

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse 100 m.

L'alarme pour l'évacuation du personnel est audible en tout point du bâtiment (y compris en sous-sol).

##### **Article 7.7.7.2. Plan d'intervention interne**

L'exploitant dispose d'un Plan d'Intervention Interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :

- \* les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;
- \* pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- \* les principaux numéros d'appels ;

- \* des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
  - les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants, ... ) ;
  - l'état des différents stockages (nature, volumes...) ;
  - les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
  - les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
  - les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques).
- \* toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés... en cas de pollution accidentelle.

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au plan d'intervention interne.

Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des Services d'Incendie et de secours ainsi qu'au responsable du centre de secours dont le site dépend.

Ce Plan d'Intervention Interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnel susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention interne ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

Les plans de l'établissement devront être transmis au Centre d'Incendie et de Secours dont il dépend.

## **ARTICLE 7.7.8. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS**

### **Article 7.7.8.1. Bassin de confinement**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement étanche(s) aux produits collectés et d'une capacité minimum totale de 300 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.6 relatif aux conditions de rejet des effluents.

Par ailleurs, les différents ateliers disposent des capacités suivantes pour le confinement des eaux polluées / d'extinction en cas d'incendie:

- zone 1 (atelier extrusion + cour extérieure): 139m3;
- zone 2 (zone de stockage de bobines + cour extérieure): 134m3;
- zone 3 (atelier maintenance + cour extérieure): 322m3;
- zone 4 (atelier impression): 130 m3.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un document reprenant les dispositions constructives permettant d'assurer que les capacités de confinement susmentionnées sont disponibles. Ce document doit également justifier que la conception des différentes capacités de rétention (sens d'écoulement en cas de débordement d'une des rétentions susmentionnées, topographie des différentes zones, conception de la cour et prise en compte des points bas...) permet de contenir les 300m<sup>3</sup> retenus comme correspondant au niveau d'eau nécessaire à la défense incendie. En cas d'augmentation de l'évaluation des besoins en eau, l'exploitant doit adapter en conséquence ses capacités de confinement des eaux polluées / d'extinction et mettre à jour le document visé par le présent article.

Les bassins de confinement sont maintenus au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les éventuels organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Les dispositifs de barrage permettant de contenir les eaux polluées / d'extinction en cas d'incendie sont asservis à la détection incendie. L'entretien préventif de ces dispositifs, leur mise en fonctionnement pour chaque situation accidentelle prévisible et les modalités de contrôles (nature, périodicité...) sont définis par consigne.

## **CHAPITRE 7.8 - ETUDES ET TRAVAUX COMPLEMENTAIRES**

### **ARTICLE 7.8.1. MISE A JOUR DE L'ETUDE DE DANGERS**

L'exploitant doit compléter son étude de dangers sous 3 mois à compter de notification du présent arrêté et étudier / modéliser tous les phénomènes dangereux relatifs à l'incendie (pour chaque atelier et chaque zone de stockage intérieure / extérieure). Concernant la cour, la modélisation doit intégrer les stockages de matière combustible dès lors que des matières combustibles sont stockées dans la cour en plus des solvants (stockés dans un local spécifique dans la cour). Le complément devra comporter un plan permettant de localiser tous les stockages de produits combustibles.

L'étude des scénarios d'incendie intègre l'examen des effets dominos internes à l'établissement. En particulier, au regard de la cinétique de développement des différents scénarios d'incendie, l'exploitant étudie le risque de propagation de l'incendie d'un atelier vers les ateliers adjacents. L'exploitant examine le risque d'incendie généralisé des installations. L'étude doit être réalisée selon l'approche dite « probabilité, intensité, gravité et cinétique » prévue par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. En particulier, la défaillance des mesures de maîtrises des risques doit être systématiquement envisagée. La mise à jour de l'étude de dangers doit justifier qu'un degré coupe-feu de 1 heures pour les murs et les portes séparant les différentes zones est acceptable au regard du risque de propagation de l'incendie d'une zone vers les zones mitoyennes, du risque d'incendie généralisé et de la protection des tiers. Dans le cas contraire, l'exploitant met en place un degré coupe-feu 2 heures pour les murs et les portes séparant les différentes zones dans un délai de 18 mois.

Pour tous les phénomènes dangereux dont la probabilité est de niveau A, B, C ou D, et pour lesquels la modélisation a montré que le flux thermique de 5kW/m<sup>2</sup> (seuil des effets létaux) est susceptible d'atteindre des tiers, l'exploitant met en œuvre des solutions techniques ou organisationnelles pour que le seuil des effets létaux n'atteigne pas de tiers.

L'étude susmentionnée, accompagnée le cas échéant d'un échéancier de travaux, est transmise à l'inspection des installations classées sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 7.8.2. MISE EN PLACE DE DETECTEURS**

L'exploitant réalise sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude relative à la mise en place de détecteurs (incendie et/ou gaz) pour les différents bâtiments susceptibles d'être affectés par un incendie ou une explosion afin d'être en mesure de détecter au plus tôt un départ de feu ou une émanation de gaz susceptible de générer une explosion. L'étude examine les modalités de gestion des détecteurs pendant et en dehors des heures d'exploitation.

L'étude et l'échéancier de mise en œuvre du réseau de détecteurs est transmis sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les travaux sont réalisés dans un délai n'excédant pas 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.8.3. MESURE DU DEBIT CUMULE DE LA DEFENSE INCENDIE**

L'exploitant procède sous un mois à compter de la notification du présent arrêté à une mesure du débit cumulé des différents hydrants en fonctionnement simultané. Si le résultat est inférieur à la quantité fixée (300 m<sup>3</sup> en 2 heures), l'exploitant doit compléter la défense incendie en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours, Groupement 2, Service Prévision, 72 chemin de la Campagnerie – 59700 MARCQ en BAROEUL.

L'exploitant transmet sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté les résultats de la mesure du débit cumulé et les actions mises en oeuvre dès lors que l'objectif (300m<sup>3</sup> en 2 heures) ne serait pas atteint.

#### **ARTICLE 7.8.4. COMPORTEMENT AU FEU DES BATIMENTS**

Compte tenu de travaux réalisés par l'exploitant sans certificats permettant d'attester du comportement au feu des bâtiments, l'exploitant fait procéder à une expertise des bâtiments, par une société spécialisée, afin de vérifier que les caractéristiques des bâtiments répondent aux dispositions prévues par le présent arrêté en terme de comportement au feu. L'expertise est réalisée sous 3 mois, transmise sous 4 mois et le cas échéant, les travaux de mise en conformité sont réalisés sous 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.8.5. MESURES ALTERNATIVES DE DESENFUMAGE / COMPARTIMENTAGE**

Les dispositions retenues à l'article 7.3.4 peuvent être remplacées par des dispositions alternatives permettant d'atteindre un niveau au moins équivalent au regard des objectifs fixés à l'article 7.3.4. L'exploitant a recours à une société disposant de l'expertise adaptée qui réalise une étude permettant de démontrer que la solution technique retenue permet de répondre aux objectifs fixés dans le cadre de l'article 7.3.4. L'étude est transmise sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'inspection des installations classées et au SDIS.

---

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 8.1 - INSTALLATIONS DE CHARGE BATTERIES**

La charge des batteries est réalisée dans des locaux convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Le sol des aires et des locaux de stockage des batteries doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir puis traiter ou éliminer, conformément aux dispositions du présent arrêté, les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

### **CHAPITRE 8.2 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION**

#### **ARTICLE 8.2.1. CONCEPTION ET EXPLOITATION**

Les installations de combustion sont réalisées et exploitées conformément aux normes et textes réglementaires en vigueur.

#### **ARTICLE 8.2.2. IMPLANTATION**

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

La chaufferie doit être placée dans un local indépendant des ateliers.

#### **ARTICLE 8.2.3. INTERDICTION D'ACTIVITES AU DESSUS DES INSTALLATIONS**

Les installations ne doivent pas être surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne doivent pas être implantées en sous-sol de ces bâtiments.

#### **ARTICLE 8.2.4. COMPORTEMENT AU FEU DES BATIMENTS**

Les caractéristiques constructives de la chaufferie répondent aux dispositions prévues au paragraphe 7.3.

#### **ARTICLE 8.2.5. ACCESSIBILITE**

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

#### **ARTICLE 8.2.6. VENTILATION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

#### **ARTICLE 8.2.7. INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

#### **ARTICLE 8.2.8. ALIMENTATION EN COMBUSTIBLE**

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

La parcour des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

- (1) Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte-tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.
- (2) Capteur de détection de gaz: une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs
- (3) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation."

#### **ARTICLE 8.2.9. CONTROLE DE LA COMBUSTION**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

#### **ARTICLE 8.2.10. DETECTION DE GAZ - DETECTION D'INCENDIE**

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente.

Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.



L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 7.2.8. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 7.3.9.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

## **ARTICLE 8.2.11. EXPLOITATION - ENTRETIEN**

### **Article 8.2.11.1. Entretien et travaux**

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectuée en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

### **Article 8.2.11.2. Conduite des installations**

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

## **ARTICLE 8.2.12. RISQUES**

### **Article 8.2.12.1. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués d'extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre est déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55 B au moins par appareil de combustion avec un minimum exigible de quatre. Ces moyens peuvent être réduits de moitié en cas d'utilisation d'un combustible gazeux seulement. Ils sont accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### **Article 8.2.12.2. Emplacements présentant des risques d'explosion**

Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

#### **Article 8.2.12.3. Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

#### **Article 8.2.12.4. Entretien des installations**

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

#### **Article 8.2.12.5. Livret de chaufferie**

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

---

## **TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

### **CHAPITRE 9.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ces émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### **ARTICLE 9.1.2. CONTROLES ET ANALYSES, CONTROLES INOPINES**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

### **CHAPITRE 9.2 - MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES**

##### ***Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques***

La surveillance des conditions de rejets atmosphériques telles que prévues à l'article 3.2 du présent arrêté est réalisée annuellement. Chaque polluant faisant l'objet d'une valeur limite d'émission fait l'objet d'une analyse à chaque point de rejet où les installations émettrices de ce polluant sont raccordées.

Les COV non méthanique faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions ne sont pas concernés par l'auto surveillance annuelle dès lors que le schéma de maîtrise des émissions est mis à jour annuellement. Cette exclusion ne concerne pas les COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

#### **ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRELEVEMENTS D'EAU**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé mensuellement.

Les résultats sont portés sur un registre. Ce registre, éventuellement informatisé, doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES**

L'exploitant réalise annuellement une campagne de caractérisation des eaux pluviales avant rejet au réseau communal afin de vérifier que les valeurs limites d'émission prévues à l'article 4.3.6 sont respectées.

#### **ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS**

##### **Article 9.2.4.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets**

Une déclaration récapitulative annuelle des déchets produits est à transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans le mois qui suit sa réalisation. Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

#### **ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

##### **Article 9.2.5.1. Mesures périodiques**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle portera sur les zones à émergence réglementée et sur chaque segment constitutif des limites de propriété, selon les dispositions prévues à l'article 6.2.3, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

### **CHAPITRE 9.3 - SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS**

#### **ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

#### **ARTICLE 9.3.2. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS**

Les justificatifs mentionnés à l'article Article 9.2.4. doivent être conservés 5 ans.

#### **ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats sont transmis selon les dispositions prévues au titre 6 relatif à la prévention des nuisances sonores.

### **CHAPITRE 9.4 - BILAN PERIODIQUE**

#### **ARTICLE 9.4.1. BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL**

L'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er avril de l'année N, un bilan annuel portant sur l'année N-1 et faisant apparaître:

- les consommations d'eau et les économies éventuellement réalisées;
- les résultats des analyses réalisées afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 3.2.4, le plan de gestion et le schéma de maîtrise des émissions;
- les résultats des analyses réalisées afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 4.3.6 pour les eaux pluviales;
- la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site, de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement;
- l'étude bruit le cas échéant.

L'exploitant transmet dans le même délai, par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 9.4.2. RAPPORT ANNUEL**

Au plus tard pour le 1er avril de l'année N, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des contrôles / études prévus par le présent arrêté et incluant le bilan environnement prévu à l'article 9.4.1.

Le rapport annuel comprend également tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée, à savoir (liste non exhaustive):

- évolution de la production;
- nombre de jours travaillés;
- compte rendu des exercices incendie et retour d'expérience associé;
- analyse globale du processus de revue des défaillances des mesures de maîtrise des risques (cf. article 7.5.3):
- information sur tout dysfonctionnement / incident qui présente un intérêt au titre du retour d'expérience compte tenu des conséquences potentielles / réelles qu'aurait pu avoir cet incident sur l'environnement en cas d'échec des mesures de prévention / protections. En complément, les actions préventives mises en œuvre pour éviter le renouvellement du dysfonctionnement / incident sont décrites.

## TITRE 10 - DELAIS, VOIES DE RECOURS ET NOTIFICATIONS

### CHAPITRE 10.1 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de sa publication ou de son affichage. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après sa publication ou son affichage, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois suivant cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'exploitation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### CHAPITRE 10.2 NOTIFICATIONS

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Messieurs les maires d'ARMENTIERES, BOIS-GRENIER, ERQUINGHEM-LYS, HOUPLINES, LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES, NIEPPE,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté,
- Monsieur le commissaire enquêteur.

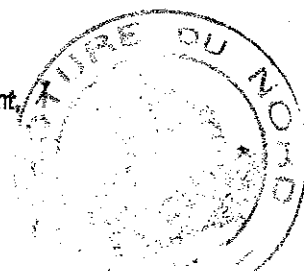
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'ARMENTIERES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord ([www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?-Publications-Prefecture-du-Nord-](http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?-Publications-Prefecture-du-Nord-))
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 01 JUL. 2011

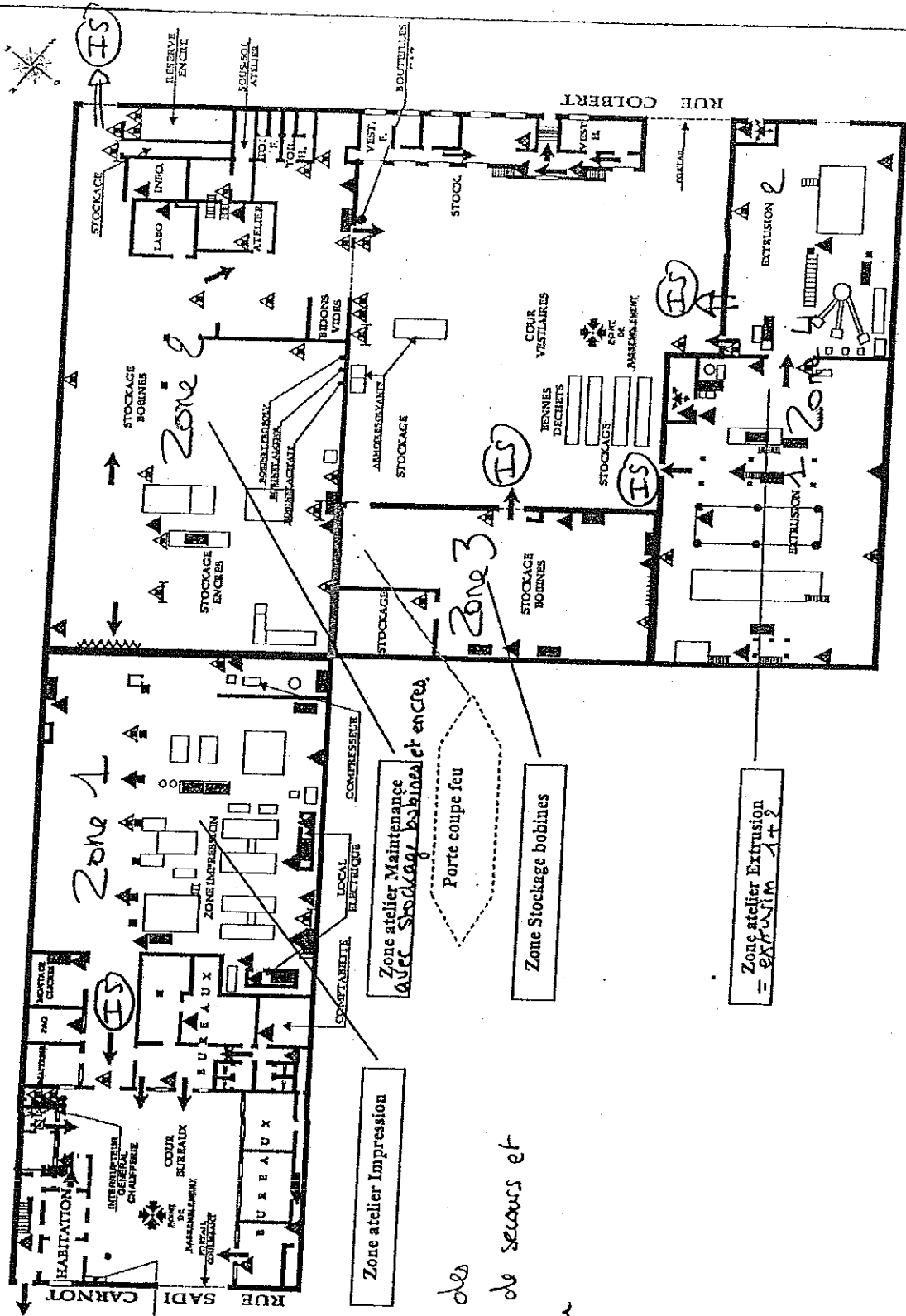
Le préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquefeuil



IS → issues de secours minimales

Annexe 1: localisation des installations, des issues de secours et des portes coupe-feu



**20 m**

